

TEMOS UMR CNRS 9016 – 23 février 2021

Réponse   Mme Vidal, pour la défense des libertés académiques à l'Université

Les propos de Mme Vidal, ministre de l'ESR, tenus le 14 février 2021 et réitérés le 21 février, mettent en cause « l'islamo-gauchisme » qui, selon elle, « gangrène » l'université. La ministre entend diligenter une enquête sur cette question, qui serait conduite par le CNRS, chargé de produire un « bilan » des recherches menées dans les universités afin d'établir « ce qui relève de la recherche académique et ce qui relève du militantisme et de l'opinion ». Pour rappel, ces déclarations font suite à des propos similaires de M. Blanquer, ministre de l'EN, le 25 octobre 2020, qui, à la suite de l'assassinat du professeur Samuel Paty, dénonçait les « complicités intellectuelles » de certains chercheurs universitaires qu'il désignait comme des « islamo-gauchistes ».

Des déclarations qui vont à l'encontre de la méthode scientifique

Il convient tout d'abord d'affirmer que, comme le souligne le CNRS dans un communiqué daté du 17 février 2021, le terme d'islamo-gauchisme « ne correspond à aucune réalité scientifique », mais relève d'une instrumentalisation politique. Il ne renvoie à aucun groupe précisément identifié qui le revendique, à aucune forme d'action collective en son nom, à aucun corps de doctrine clairement formulé comme tel qui pourraient être observés et analysés par les scientifiques. Aucune enquête sociologique, aucune observation empiriquement fondée ne permet de prétendre qu'il existe à l'Université un tel courant de pensée, à supposer que ce courant puisse être défini précisément. Le terme, mot-valise aux contours volontairement flous, n'a pour fonction que de fédérer ceux qui l'utilisent, en particulier dans les rangs de l'extrême droite. Y sont amalgamées p le-m le, les études postcoloniales, intersectionnelles, sur le genre et jusqu'à l'écriture inclusive... Ainsi, les prémices de la pensée de Mme Vidal relèvent tout simplement d'une contre-vérité, notamment mobilisée par des mouvements se donnant pour mission de r pertoirer et combattre les champs d'études précités.

Des actes qui remettent en cause les libertés académiques

Derrière les mots, Mme Vidal entend poser un certain nombre d'actes, dont la conduite d'une enquête sur ce supposé phénomène, présenté comme une menace pour la liberté des chercheurs. Cette enquête aurait pour objectif d'ausculter les recherches universitaires, principalement en sciences sociales, selon leur accointance présumée avec les mouvements islamistes. Au-delà du caractère ubuesque d'une telle recherche voulue « rationnelle et scientifique » par la ministre bien que portant sur un objet dont elle reconnaît elle-même qu'il « n'a pas de définition scientifique », il appar t, en première analyse, que ces investigations commanditées par le gouvernement remettent en cause le principe d'indépendance de la science et les libertés académiques, institutionnalisées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (décision n 83-165 DC).   cet égard, la CPU a condamné dans un communiqué du 16 février 2021 une « instrumentalisation du CNRS », dont la vocation n'est pas d'enquêter sur l'université, et encore moins « d'éclaircir ce qui relève 'du militantisme ou de l'opinion' ». En prétendant, habilement, garantir les libertés académiques, Mme Vidal les bafoue, au mépris de la loi constitutionnelle, et laisse présager des représailles contre une partie de la communauté scientifique (  quoi bon enquêter sur ce fléau, sinon ?).

Une récupération politique contre un projet émancipateur

En dehors de l'effet d'aubaine politique attribuable à l'actuel gouvernement qui voit venir de nouvelles échéances électorales, ces attaques s'inscrivent dans une généalogie des ingérences politiques à l'égard de l'Université en général et des sciences sociales en particulier. Ces propos

relèvent d'une forme de *panique morale*, argutie contrefactuelle livrant à la vindicte de l'opinion publique des universitaires diabolisé·es, dans un contexte d'angoisse au sujet de la cohésion nationale. Elle est le fait d'entrepreneurs de morale dont le dessein politique discerne un danger dans le projet émancipateur des sciences sociales. En effet, ces dernières, à travers l'épistémologie « intersectionnelle » notamment, cherchent à agencer les concepts de classe, de genre et de race dans l'étude des fondements des inégalités. Leur ambition politique, en tant que *savoirs situés*, est de contribuer à la réduction des inégalités et des injustices qui traversent nos sociétés. Là où leurs pourfendeurs les accusent de faire le lit des « séparatismes », les sciences sociales entendent justement réfléchir à la construction des hiérarchies sociales qui justifient les discriminations, conduisant précisément à la mise à l'écart de certain·es citoyen·nes hors de la communauté politique.

C'est en pratiquant une histoire sociale qui cherche à définir les inégalités que des membres de l'UMR TEMOS se sont trouvé·es confronté·es à des attaques, stigmatisé·es pour leurs recherches et ce qu'ils/elles sont. En novembre 2020, un colloque en ligne sur les 50 ans du Mouvement de Libération des Femmes a été piraté et interrompu par des cyberharceleurs néo-nazis. En février 2021, une enseignante-chercheuse, Nahema Hanafi, a été accusée par « l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » de faire « l'éloge de la cybercriminalité » pour avoir analysé les motivations énoncées par les cyber-escrocs ivoiriens, puis nommément exposée sur des sites d'extrême-droite. Les entraves, intimidations et instrumentalisation de ce type se sont multipliées ces dernières années. Les auteur·es de ces attaques sont justement ceux/celles qui se plaignent d'être soi-disant empêché·es dans leurs recherches par une prétendue mainmise des « islamo-gauchistes » sur l'Université. Mme Vidal, dont la fonction est précisément de protéger la communauté universitaire de ces ingérences extrémistes, prend le parti des agresseurs.

En cela, il nous apparaît non seulement nécessaire de défendre le principe épistémologique d'indépendance de la science à l'égard des pouvoirs politiques, économiques ou religieux, condition d'une pratique scientifique objective, mais aussi de justifier le rôle politique de la science de participer à l'avènement d'un monde à la fois plus lucide et, de ce fait, plus juste.

Texte approuvé par l'assemblée générale des membres de l'UMR réunie le 23 février 2021
